



VI^E CONGRES PARTI BRETON

RENNES LE 17 NOVEMBRE 2012

MAISON DE L'AGRICULTURE
Technopole Atalante Champeaux, rue Maurice Le
Lannou



RESOLUTION N° 1

LE PARTI BRETON DEMANDE L'ABANDON DES PROJETS DE L'AEROPORT NOTRE DAME DES LANDES ET DE LA LIGNE A GRANDE VITESSE LE MANS-RENNES

Ces deux projets ne présentent aucun intérêt économique pour la Bretagne alors qu'ils engagent des moyens financiers importants pour le présent et les années à venir et ont un impact environnemental considérable. Ils montrent l'incapacité des responsables politiques des partis français en Bretagne à agir en-dehors d'une relation de soumission avec le pouvoir parisien et ses différents intérêts. Le Parti Breton propose que les moyens financiers ainsi économisés soient réaffectés à des projets véritablement au service du développement de la Bretagne et de l'intérêt des Bretons comme l'amélioration des réseaux ferrés et routiers.

Le Parti Breton apporte son soutien au mouvement démocratique de lutte contre la création de l'aéroport Notre Dame des Landes. Il condamne la politique de force du gouvernement Ayrault.

RESOLUTION N° 2

LE PARTI BRETON S'OPPOSE A LA NORMALISATION PAR LE PARTI SOCIALISTE FRANCAIS DE LA CULTURE EN BRETAGNE

Le Parti Breton constate que la majorité socialiste du Conseil régional de Bretagne administrative conduit depuis 2 ans une politique de normalisation sévère de la culture en Bretagne. Cela se traduit par la volonté de supprimer les anciens cadres culturels pour en créer de nouveaux étroitement contrôlés par le Parti socialiste français et ses sympathisants. Le Parti Breton dénonce les conditions de la création de « Bretagne Culture Diversité » nouvel instrument pour imposer une culture normalisée en Bretagne. Il apporte son soutien aux associations nées de la charte culturelle qui permettent d'assurer la diversité et la pluralité culturelle de la Bretagne.

RESOLUTION N° 3

NON A UN SIMULACRE DE DECENTRALISATION, OUI A LA SOUVERAINETE

Le Parti Breton prend acte de l'actuel débat sur l'acte III de la décentralisation mené par le nouveau pouvoir socialiste français. Il constate que les propositions qui s'ébauchent apparaissent au mieux comme des réformettes ne remettant pas vraiment en cause le fonctionnement ultracentralisé de l'Etat français et l'accaparement du pouvoir par une petite minorité. Le Parti Breton veut des réformes structurelles se débarrassant du cadre jacobin et pour la Bretagne le retour à une véritable souveraineté avec la renaissance d'un Parlement et d'un gouvernement bretons.

RESOLUTION N° 4

L'ECONOMIE EN BRETAGNE, ALERTE ROUGE !

L'année qui s'achève aura encore montré de dangereux signes d'affaiblissement de l'économie bretonne. Agroalimentaire, automobile, high-tech, bâtiment, construction navale. Le résultat c'est un taux de chômage qui s'élève aujourd'hui à 8,6% de la population active et qui, pour la première fois cette année, croît plus vite en Bretagne que dans l'hexagone. La France arrogante continue de penser qu'elle est seule au monde et détient un système social envié de tous. Au lieu de cela, législation sociale et dialogue social restent archaïques, le système éducatif laisse sortir 150 000 jeunes chaque année sans qualification ni diplôme...Et pourtant les prélèvements sociaux et fiscaux sont les plus élevés au monde, 56% du Produit Intérieur Brut. Le pouvoir régional en Bretagne n'a pas su construire une stratégie pour le développement économique autour d'une vision des grands enjeux de la mutation historique que nous vivons. En témoigne l'échec patent de l'Agence de Développement Economique de Bretagne qui a dû se résoudre à se transformer en Bretagne Développement Innovation pour faire disparaître la page blanche de son action depuis sa création. L'arrivée tardive de chefs d'entreprise à sa tête va certes dans le bon sens, mais que de temps perdu...

La seule façon de remettre l'économie Bretonne sur de bons rails, c'est d'associer toutes les parties au renouveau industriel Breton, comme l'a proposé le CELIB en son temps, pour :

- Retrouver un consensus social appuyé sur une vision partagée et sur l'acceptation des réformes de structure nécessaires ;
- Réduire le poids des dépenses publiques en simplifiant l'organisation administrative et donner la compétence économique exclusive à la seule région.
- Décider en Bretagne : Pour un pacte de stabilité des règles fiscales, une réduction des réglementations excessives, une adaptation des lois touchant à la vie des entreprises ;
- Investir ensemble : Entreprises, universités, région, institutions financières, en faveur des filières où la Bretagne doit prétendre être un acteur de premier ordre comme l'agroalimentaire, l'économie maritime ou encore les énergies renouvelables.

La France va mal et ne veut pas se soigner. Pour éviter la contagion, la Bretagne doit repenser son modèle de développement en conjuguant ses propres forces et en prenant exemple sur nos voisins Basques, Ecossais, Flamands ou Catalans. Il sera bientôt trop tard pour agir !

Le Parti Breton en appelle à l'ensemble des forces vives de Bretagne pour un sursaut salutaire en faveur de notre économie.